



**PRÉFET
DE L'ARDÈCHE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et
du logement d'Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche
Subdivision 1

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
Société Pmg Ardèche – Groupe Porcher Industries
752 Avenue V.BARRES – La Barnaude – 07000 SAINT JULIEN EN SAINT ALBAN
Modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation

Rédacteur - Affaire Suivie par

Christophe BOUILLLOUX - Valence le 9/7/2021

L'inspecteur de l'environnement

Christophe BOUILLLOUX

Tél. : 04 75 82 76 20

Courriel : christophe.bouilloux@developpement-durable.gouv.fr

Approbateur

Gilles GEFFRAYE - Valence le - 13 juillet 2021

Vérifié, adopté et transmis à monsieur le préfet de l'Ardèche
Pour le directeur,
le chef de l'unité interdépartementale
Drôme-Ardèche

Gilles GEFFRAYE

REFERENCE DU DOSSIER

Objet	Modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site sur la partie « Air », suite à une mise à jour de l'étude de risque sanitaire.
Vos références	
Nos références	20210709-RAP-DAEN0483ModifArretePmg-v01
Adresse de l'établissement	752 Avenue Victor BARRES – La Barnaude 07000 SAINT JULIEN EN SAINT ALBAN
Activité Principale	Fabrication de câbles traités à base de fibres synthétiques ou de fils de verre, destinés à être utilisés dans l'industrie
Code S3IC	0061.02416
Priorité DREAL	P2
Pièce jointe	
Transmission des documents - original - copies	DDCSPP07 inspecteur signataire - chrono sub 1

L'arrêté préfectoral n°07-2018-11-29-024 du site de Saint-Julien-en-Saint-Alban de la société PMG Ardèche date de 2018 et est lié à des modifications (déménagement de machines de production de l'entreprise Sovoutri sur le site historique de PMG à Saint-Julien-en-Saint-Alban).

Cet arrêté préfectoral impose notamment des Valeurs Limites d'Emission (VLE) pour les rejets dans l'air. Il est apparu, lors de la préparation de l'inspection du site réalisée tout début 2021, que ces valeurs, déterminées à partir des études réalisées en amont des modifications, ne sont pas toujours en adéquation avec les rejets réellement émis par l'usine.

À l'issue de l'inspection du site en janvier 2021, il est apparu utile de demander à l'exploitant de refaire tourner les modèles de l'étude de risque sanitaire, afin d'affiner ses conclusions sur la base de l'existant et des mesures réalisées. Des plaintes de voisinage ont de plus été reçues fin 2020 et jusqu'à récemment à propos du fonctionnement de l'usine et en particulier sur la thématique des odeurs (odeur de caoutchouc brûlé) et des fumées (émissions de fumées bleutées).

C'est dans ce cadre que l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées son Etude de Risques Sanitaires (ERS) mise à jour à la date du 5 mars 2021. Le présent rapport fait le point sur les modifications effectuées et propose de nouvelles prescriptions applicables aux rejets de PMG Ardèche.

1- PRÉSENTATION DU DOCUMENT

Le document transmis est un porter à connaissance qui fait tout d'abord le point sur le classement du site au titre des ICPE et les évolutions qui ont eu lieu depuis le précédent arrêté préfectoral du site, n°07-2018-11-29-024 du 29 novembre 2018, avant de s'intéresser à l'évolution des rejets de l'usine et à la mise à jour de l'ERS qui en découle.

2- ÉTUDE DU DOSSIER

2.1 – Mise à jour de la situation administrative du site :

Depuis la signature de l'arrêté préfectoral n°07-2018-11-29-024, aucune modification importante n'a été effectuée sur l'outil de production.

Par contre, des modifications sont intervenues au niveau de la nomenclature des installations classées.

Tout d'abord, le décret n°2020-559 du 12 mai 2020 a modifié la rubrique 2915, en remplaçant le régime de l'autorisation par celui de l'enregistrement dans le classement 2915-1-a. Le site PMG, qui était soumis à autorisation au titre de cette rubrique, devient donc soumis à enregistrement, avec le bénéfice de l'antériorité

sur ce point. L'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2915 lui est donc applicable, sauf les prescriptions visant les nouvelles installations.

Par ailleurs, le décret n°2019-1096 du 28 octobre 2019 a créé la rubrique 1978, concernant les solvants organiques. Cette rubrique prévoit le régime de la déclaration pour de nombreuses installations utilisant des solvants organiques, dont fait partie l'usine PMG. Celle-ci est visée en particulier par le point 8 de cette nouvelle rubrique « Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 tonnes/an. » Depuis le 1^{er} janvier 2020, l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1978 lui est donc applicable.

Enfin, jusque-là, le site PMG avait un double classement administratif pour son activité de traitement de surface à l'aide de solvants. Il était ainsi soumis à autorisation au titre de la rubrique 3670 et au titre de la rubrique 2940. Le décret n°2020-559 du 12 mai 2020 a modifié la rubrique 2940 qui exclut désormais de son classement les sites classés par ailleurs au titre de la rubrique 3670.

Ces changements administratifs sont repris dans le projet d'arrêté modificatif joint au présent rapport. Il y est également rappelé que les arrêtés ministériels de prescriptions générales cités ci-dessus sont désormais applicables au site.

2.2 – Mise à jour de l'étude de risques sanitaires :

L'étude de risques sanitaires (ERS) du site a été réalisée en 2017 sur la base des mesures effectuées sur les machines déjà en place sur le site de Saint Julien en Saint Alban et sur la base des mesures et des simulations faites pour les machines transférées de La Voulte sur Rhône à Saint Julien en Saint Alban dans le cadre du projet de regroupement des 2 sites.

En préparation à l'inspection de début 2021 et afin de répondre aux plaintes pour odeurs du voisinage, l'étude de risques sanitaires a été reprise et ses hypothèses comparées aux résultats de mesures et aux plans de gestion des COV du site pour les années 2018 et 2019. Il est apparu qu'une mise à jour de l'étude, comme de l'arrêté préfectoral était nécessaire pour être en cohérence avec la situation réelle.

C'est dans ce cadre qu'une version 2 de l'ERS a été déposée par PMG le 11 mars 2021. Plusieurs échanges et demandes de compléments ont eu lieu en avril-mai 2021 afin de préciser quelques points.

2.2.1 – Mise à jour des valeurs limites de l'arrêté préfectoral :

La première modification concerne les Composés Organiques volatils (COV) totaux. Pour les 2 fours de la ligne Rame 6, la limite prévue dans l'arrêté préfectoral est de 110 mg/Nm³, alors que pour un four de séchage, la réglementation nationale prévoit désormais une limite à 50 mg/Nm³. Le nouvel arrêté prévoit donc de s'aligner sur cette valeur.

Les mesures effectuées ces dernières années en sortie de cheminées montrent que l'exploitant respecte cette limite (en février 2020, 20 mg/Nm³ four 1 et 17 mg/Nm³ four 2).

La deuxième modification concerne les COV dits « Annexe 3 » qui présentent une dangerosité particulière. La réglementation nationale prévoit une limite totale à 20 mg/Nm³ pour ces composés et l'arrêté préfectoral actuel s'est aligné sur cette valeur. Toutefois, l'ERS prend comme hypothèse que la concentration en sortie de l'ensemble des COV – annexe 3 ne dépassera pas 3 mg/Nm³. C'est donc cette valeur qui est désormais proposée comme limite pour les rejets des lignes aqueuses de l'usine PMG. Les mesures effectuées ces dernières années montrent que les rejets sont conformes (en février 2020, 365 µg/Nm³ sur la Rame 1, 198 µg/Nm³ pour le Moulin 1, 1 189 µg/Nm³ pour le Moulin 2, ... toutes les valeurs sont comprises entre 150 et 1 300 µg/Nm³).

Au contraire des lignes aqueuses pour lesquelles la valeur limite est abaissée, il est proposé de modifier à la hausse la limite de concentration en COV – annexe 3 dans les rejets des lignes dites « solvants ». En effet, ces lignes n'utilisent pas de COV annexe 3 mais selon le process de production, il arrive régulièrement qu'un même fil passe tout d'abord sur une ligne aqueuse puis sur une ligne solvants. De ce fait, des traces de COV – annexe 3 se retrouvent dans les rejets des oxydateurs thermiques (OTR) alors que la valeur limite est actuellement à 0 ... il est donc proposé dans le nouvel arrêté (en cohérence avec les hypothèses faites dans l'ERS) de limiter la concentration en COV – annexe 3 en sortie des OTR à 1 mg/Nm³. On comprend bien que le 0 absolu n'est pas tenable par l'exploitant au vu de son process et cette valeur limite de 1 mg/Nm³ vise à s'assurer qu'il ne s'agit bien que de traces résiduelles, suite au passage sur les lignes aqueuses.

Les valeurs mesurées en 2020 en sortie des 2 OTR sont conformes (avec la nouvelle valeur proposée), avec :

- pour l'OTR 1 une présence de COV – annexe 3 non quantifiable du fait de la faible concentration mesurée, supérieure à la limite de détection mais inférieure à la limite de quantification du laboratoire ;
- pour l'OTR 2 une concentration mesurée de 124 µg/Nm³.

La troisième modification concerne la limite en ammoniacque, appliquée aux machines à base aqueuse transférées du site de La Voulte (lignes Match et Moulins). Pour celles-ci, la limite était jusque-là de 50 mg/Nm³, calquée sur la réglementation nationale imposée par l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Dans l'étude de risques sanitaires, l'exploitant a pris comme hypothèse une concentration maximale en

ammoniac de 25 mg/Nm³. C'est donc cette valeur qui est désormais proposée comme valeur limite dans le projet d'arrêté préfectoral.

La quatrième modification concerne les limites en SO₂ et en poussières dans les rejets. Les valeurs limites définies dans l'arrêté préfectoral, reprises de la réglementation nationale, sont bien supérieures aux valeurs relevées en sortie de cheminée. La limite est donc abaissée à 20 mg/Nm³ en poussières (10 mg/Nm³ pour les 2 OTR) et à 3 mg/Nm³ (au lieu de 300 actuellement) pour les OTR.

Enfin, les débits d'extraction prévus pour les Moulins et indiqués dans l'arrêté préfectoral du site sont inférieurs à ceux réellement atteints (tout en restant dans le même ordre de grandeur) et les débits d'extraction de ces installations sont donc mis en cohérence en les augmentant de 1 500 m³/h à 2 000 m³/h (émissaires 14 à 17).

Ces différentes modifications permettent de mettre en cohérence les limites imposées avec d'une part les rejets réels de l'usine et d'autre part avec les hypothèses prises dans l'étude de risques sanitaires pour déterminer l'acceptabilité des rejets.

2.2.2 – Discussion sur les hypothèses de l'ERS :

L'étude de risques sanitaires a été validée en 2018 par l'inspection lors du traitement du dossier de demande d'extension lié au rapatriement de plusieurs lignes de production du site Sovoutri de La Voulte sur Rhône sur le site de Saint Julien en Saint Alban.

Le but du présent rapport n'est donc pas de revalider l'ensemble de l'étude mais de porter un jugement sur les modifications apportées à l'étude dans sa version 2021 et sur les conclusions qu'en tire l'exploitant quant à l'acceptabilité de ses rejets.

a) Émissions des lignes « solvants » canalisées :

Dans la précédente version de l'ERS, les flux de COV émis par les lignes solvants, canalisés et traités par les OTR du site étaient bien modélisés car bien connus, avec quasi-exclusivement du toluène (largement majoritaire) et du xylène (largement minoritaire) dont les concentrations sont mesurées annuellement en sortie de cheminée. Il n'y a pas eu d'évolution entre les 2 versions de l'ERS.

b) Émissions diffuses :

Par contre, les flux de COV diffus émis par le site étaient d'une part évalués très succinctement et d'autre part n'étaient pas pris en compte dans la modélisation permettant d'évaluer l'acceptabilité des rejets du site.

L'inspection a donc demandé de reprendre ce point :

- en justifiant pourquoi les émissions diffuses prises en compte sont uniquement celles des préparations et lignes « solvants » ;
- en recalculant les flux d'émissions diffuses sur la base des plans de gestion de solvants (PGS) de ces dernières années et en étant majorant ;
- en intégrant ces flux dans le calcul d'acceptabilité des rejets.

L'ERS 2021 répond à ces demandes :

- elle justifie la simulation des émissions diffuses sous forme de toluène et xylène uniquement en rappelant que ces émissions diffuses ont lieu en majorité pendant les phases de préparation des mélanges. Or, les solutions à base aqueuse sont très peu émettrices de solvants et les préparations sont achetées déjà prêtes. Les émissions de solvants de ces préparations sont liées en grande partie au passage dans les fours. Les fours sont capotés et équipés d'extraction des fumées.
- elle a, comme demandé, recalculé les flux d'émissions diffuses. Sur la base des PGS des années précédentes, PMG a considéré que les émissions diffuses maximales étaient celles de 2016, avec un flux estimé de 40,9 tonnes/an. Toutefois, PMG a exclu du calcul l'année 2018 avec un flux d'émissions diffuses estimé de 50,6 tonnes, du fait d'un rendement inférieur d'un OTR lors des mesures et d'une très forte variabilité des émissions diffuses (calculées) en cas de variation du rendement des OTR. L'inspection ne partage pas cette analyse, notamment parce que le calcul de la variation des émissions diffuses en fonction du rendement des OTR n'apparaît pas correct. Flux des émissions diffuses sous-estimé de l'ordre de 20 %.
- page 30, l'exploitant explique comment la modélisation a été effectuée, en explicitant le débit d'extraction pris en compte, l'emplacement du point virtuel d'émission en toiture, et la prise en compte de ces émissions 365 j/an. Il convient de noter que cette hypothèse d'émission tous les jours de l'année n'est pas majorante et peu cohérente avec les explications de l'exploitant suggérant que les émissions diffuses sont avant tout dues aux phases de préparation et de mélanges des solvants, or ces opérations n'ont pas lieu 365 j/an. Cela conduit à sous-estimer la concentration des émissions en toiture de l'ordre de 20 à 30 % selon le nombre de jours réellement travaillés.

En conclusion, les émissions diffuses étaient évaluées à 2 kg/h dans l'ERS 2018 et n'étaient pas prises en compte dans les modélisations. Elles sont désormais évaluées à 4,7 kg/h et prises en compte dans la modélisation, même si pour 2 aspects, l'inspection considère que les hypothèses prises ne sont pas toutes majorantes sans que cela ne modifie complètement les ordres de grandeur, par ailleurs la marge entre les résultats obtenus et les valeurs limites est telle, comme on le verra après, que cela ne justifie pas une nouvelle révision de l'ERS.

c) Émissions canalisées des lignes aqueuses :

Dans la version 2018 de l'ERS, l'exploitant indiquait que de nombreux composés différents sont émis par les cheminées du site (plus d'une trentaine) et que, parmi tous ceux-ci, un composé est retrouvé majoritairement : le formaldéhyde. Pour la modélisation, l'exploitant a pris comme élément traceur cette molécule, qui fait partie des COV – annexe 3.

L'inspection a demandé à l'exploitant de mieux justifier la prise en compte du seul formaldéhyde et en quoi celui-ci permet une évaluation majorante du risque. L'exploitant a renvoyé l'inspection à une étude IRH menée en 2019 sur les émissions des lignes aqueuses du site.

Cette étude ne permet pas, à elle seule, de conclure clairement sur la présence majoritaire du formaldéhyde dans les rejets des lignes. Une mesure sur la machine Match 3 a montré la présence non expliquée d'une concentration importante de chlorométhane (53 mg/m^3). Toutefois, cette mesure semble dans des proportions incohérentes par rapport aux mesures de COV total effectuées (33 mgC/Nm^3) et l'exploitant rappelle par ailleurs qu'il a depuis fait réaliser en 2019 et 2020 des mesures sur le chlorométhane en sortie des différentes cheminées du site et que la concentration a toujours été de quelques dizaines de $\mu\text{g/m}^3$.

À l'issue de ces échanges, il apparaît que le formaldéhyde semble bien l'élément majoritaire parmi les COV annexe III émis par le site et qu'il peut donc jouer le rôle de traceur.

L'étude IRH semble par contre indiquer la présence de COV à phrases de risques particulières (H350, ...) dont la concentration est limitée par la réglementation nationale à 2 mg/Nm^3 et qui devraient bien entendu être pris en compte dans l'ERS. Bien que les concentrations relevées sont faibles, il convient d'explicitier quelles sont les substances repérées et de les prendre en compte dans l'ERS.

Ce dernier point ne permet pas de conclure sur le caractère exhaustif de la démarche et donc sur son caractère majorant. C'est pourquoi le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport propose à son article 2.2 d'imposer une étude plus exhaustive des substances rejetées par les émissaires des différentes machines à base aqueuse, d'autant que ce sont également celles qui posent des problèmes d'odeurs pour le voisinage.

Les calculs menés en 2018 avaient été faits sur la base d'une concentration moyenne en formaldéhyde de $1,1 \text{ mg/Nm}^3$. Puisque la concentration maximale autorisée va désormais être de 3 mg/Nm^3 pour les COV – annexe 3 pour les lignes aqueuses et de 1 mg/Nm^3 en sortie des OTR, ce sont ces valeurs que l'inspection a demandé à l'exploitant de prendre pour la réalisation des modélisations.

2.2.3 – Conclusions sur l'étude de risque sanitaire :

La mise à jour 2021 de l'étude de risques sanitaires du site PMG a permis de modifier certains paramètres et d'ajouter certaines substances (émissions diffuses en particulier) pour que la modélisation effectuée colle au plus proche de la situation réglementaire réelle du site.

Les résultats obtenus montrent que les rejets atmosphériques du site sont largement acceptables (QD à 0,281 pour une limite à 1 pour les effets à seuil et ERI à 3.10^{-6} pour une limite à 10^{-5}).

Les valeurs d'émission proposées dans l'arrêté joint permettront d'avoir une cohérence complète entre les valeurs autorisées pour le rejet et la modélisation.

Les derniers points faibles de l'étude sont :

- émissions diffuses pas entièrement majorantes, sans que cela ne modifie fortement les résultats ;
- absence de prise en compte des COV à phrase de risques alors que l'étude IRH indique que certains sont présents, à faible concentration, dans les rejets.

Pour remédier au 2ème point qui nécessite, lui, un développement, il est proposé de prescrire à l'exploitant une étude exhaustive sur les substances COV émises par les lignes à base aqueuse du site (qu'elles soient anciennement Cordtech ou Sovoutri). Cette étude permettra aussi d'avancer sur les problématiques d'odeurs du site qui ont amené les voisins de l'usine à se plaindre des nuisances engendrées.

3- PROBLÉMATIQUE DES ODEURS DU SITE

Lors du projet de rapatriement des lignes du site Sovoutri sur le site de Saint Julien en Saint Alban, l'inspection avait bien identifié la problématique d'odeurs qui pouvait se poser. En effet, des plaintes avaient déjà été déposées sur la commune de La Voulte.

C'est pourquoi, d'une part il a été imposé la mise en place d'un deuxième oxydateur thermique sur le site de Saint Julien en Saint Alban pour le traitement des lignes solvants rapatriés, et la réalisation d'une étude technico-économique puis la mise en place d'un traitement sur les lignes à base aqueuse déménagées.

Le 2ème oxydateur thermique a bien été mis en place et donne satisfaction dans son fonctionnement. L'étude technico-économique a bien été réalisée et elle a identifié un process de traitement qui semble atteindre des rendements d'épuration intéressants (traitement par électrofiltration). La mise en place d'un traitement pilote puis l'achat du système étaient prévus en 2020. Toutefois, la crise sanitaire a d'une part retardé les essais et les commandes et d'autre part, les commandes des clients sur les lignes concernées ont baissé énormément d'après

l'exploitant, ce qui n'a plus permis à l'industriel d'envisager un investissement estimé à 600k€ alors que les lignes sont sous-utilisées.

Depuis mi-février 2021, la problématique des odeurs du site aurait dû disparaître ou en tous cas, largement diminuer puisque les lignes Match ont été arrêtées par PMG. Pourtant, les plaintes des riverains pour des odeurs et des panaches de fumée se sont poursuivies. La problématique des odeurs du site semble donc plus large et concerne a priori l'ensemble des lignes à base aqueuse.

C'est pourquoi il est proposé de réglementer le site vis-à-vis des odeurs afin d'objectiver la gêne ressentie et de pouvoir juger si le site est conforme ou non. Par analogie avec le secteur des déchets où cette problématique est très bien réglementée, il est considéré que le débit d'odeur rejeté, tel qu'il est évalué par l'étude d'impact, doit être compatible avec l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans l'étude d'impact au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public) dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE /m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %. Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements.

En parallèle, il est proposé d'imposer à l'exploitant une étude « odeurs », afin de déterminer les débits d'odeur émis, de vérifier la conformité de l'établissement PMG et le cas échéant les moyens d'amélioration (rehausse des cheminées, système de traitement, ...) à mettre en place.

L'exploitant semble en phase avec ces propositions, puisqu'il cherche lui-même à objectiver le problème des odeurs pour pouvoir répondre aux plaintes et mesurer l'effet de ses actions. Il a donc déjà lancé une étude odeurs sur son site.

Le projet d'arrêté joint au rapport propose ainsi cette prescription à son article 2.3.

Le but de l'étude sera :

1) de déterminer le débit d'odeur émis par les installations de PMG. Ce débit d'odeur est défini comme le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h par la concentration d'odeur. La concentration d'odeur est, quant à elle, définie comme le nombre de dilutions nécessaires pour atteindre le seuil de perception de l'odeur à partir du mélange de gaz initial. Le seuil de perception de l'odeur, enfin, est la concentration du gaz odorant dans un air inodore à partir duquel, sur un jury de « nez », la moitié au moins des personnes ne perçoivent plus l'odeur.

2) une fois ce débit d'odeur défini, le but sera de définir, à l'aide d'une modélisation adaptée, les moyens techniques pour ne pas dépasser les 5 uoE /m³.

L'exploitant devra alors mettre en œuvre les dispositions nécessaires (traitement, rehausse des cheminées, ...) permettant de rendre la situation conforme.

4- PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

À la demande de l'inspection, PMG a déposé un dossier de porter à connaissance faisant le point sur la situation administrative de son site de Saint Julien en Saint Alban et actualisant l'étude de risques sanitaires déposées en 2018 à l'appui de son dossier de demande d'autorisation pour le rapatriement de lignes de production du site Sovoutri de La Voulte sur Rhône sur le site Cordtech de Saint Julien en Saint Alban.

En parallèle, plusieurs plaintes pour des odeurs et également pour des fumées excessives ont été déposées par plusieurs riverains du site.

Ces différents éléments conduisent l'inspection des installations classées à proposer à Monsieur le Préfet de l'Ardèche de signer le projet d'arrêté joint au présent rapport. Celui-ci acte les modifications concernant le classement administratif du site, modifie un certain nombre de valeurs limites concernant les rejets dans l'air du site et impose la réalisation d'une étude de caractérisation des COV émis et une étude odeur afin d'une part d'objectiver et de caractériser formellement la nuisance ressentie et d'autre part de rechercher et proposer des solutions pour rendre la situation acceptable. Il réglemente enfin la concentration d'odeurs autour du site afin d'objectiver la situation.

Il s'agit d'un arrêté complémentaire à l'arrêté actuel n°07-2018-11-29-024 du 29 novembre 2018 réglementant les activités de PMG qui reste d'actualité pour ce qui concerne les autres prescriptions.